

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 02 AVRIL 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 2 avril à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – 5 rue du Four à SOMSOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 mars 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI (à partir de 18h25), MM. DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA jusqu'à 20h15), MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h35), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mme BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme PARIS, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI, ERRE.

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, DELCOMBEL, LANTERNAT, MALOU, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, Mme COLLIN, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes JACQUEMOT, SERRE, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes GOUILLY, BERTIN.

**Absents** : MM. NICOULEAUD, BONETTI, DUCHÊNE, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

15 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. ROCH,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme BAUMEL,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON.

Secrétaire de séance : Monsieur Didier NOBLET.

## HABITAT-LOGEMENT

### CONVENTION PACTE TERRITORIAL FRANCE RENOV' (PIG)

Rapporteur : Madame Marylène SIMONNET

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 a fixé des objectifs de massification de rénovation énergétique et de diminution des gaz à effet de serre. Cette loi fait notamment suite à la signature des accords de Paris par lesquels 196 pays se sont engagés à lutter contre le dérèglement climatique et ses effets et dans pacte vert pour l'Europe qui vise la neutralité carbone en 2050. Plus récemment, la loi climat et résilience du 22 août 2021 a prévu une interdiction progressive de la mise en location des logements mal isolés.

Les objectifs nationaux ont été déclinés localement dans la stratégie du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et dans le Plan climat air énergie territorial (PCAET).

Parallèlement le programme SARE visant à soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers et des copropriétés et la création d'une dynamique territoriale autour de la rénovation de l'habitat s'est achevé le 31 décembre 2024 afin d'être remplacé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025 par le Pacte Territorial France Rénov'.

Dans ce cadre la Communauté de Communes, lors du conseil communautaire du 10 décembre 2024, a approuvé le principe de mise en œuvre de ce pacte sur son périmètre.

Il convient désormais de valider le projet de Pacte Territorial, d'une durée de cinq ans (2025-2030) tel que joint à la présente délibération et fixant pour notre territoire les grandes orientations suivantes :

- \* L'Espace Conseil France Rénov' vivra au travers de la plateforme **GAIAH** (Guichet d'Accompagnement Individualisé pour l'Amélioration de l'Habitat) avec des actions déclinées autour de deux volets :

- **dynamique territoriale** : mobilisation des ménages et des professionnels de l'habitat (rénovation énergétique, perte d'autonomie, habitat indigne, parc privé locatif et copropriétés)
- **information, conseil et orientation** des propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, syndicats de copropriétaires sur toutes les thématiques de la rénovation de l'habitat ainsi que la prévention et le traitement des copropriétés fragiles ou en difficulté.

- \* Les financements prévisionnels annuels sont les suivants :

- **l'ANAH** participe à hauteur de 50 % du montant des dépenses éligibles avec un plafond de dépenses de 125.000,00 € réparti comme suit : 75.000,00 € pour la mission dynamique territoriale et un plafond de 50.000,00 € pour le volet information, conseils et accompagnement.



- la **Région Grand Est** participe à hauteur de 0,15 € par an et par habitant du périmètre communautaire au titre du volet information, conseils et accompagnement.

Le solde du financement de cette action est pris en charge par le Communauté de Communes.

Ainsi, la dépense totale estimée pour le territoire de la CCVCD est de **397.900,00 €** pour les cinq (05) ans, dont une participation de la Région estimée à **17.685,00 €** et une aide de l'ANAH d'un montant de **198.950,00 €**, soit un reste à charge pour notre établissement de **181.265,00 €**. Cette nouvelle contractualisation constitue de plus un axe fort pour la reconquête du parc de logements anciens du territoire dans une logique de développement durable.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 11 mars 2025,

Après en avoir délibéré, il vous est proposé de :

1°/ valider la mise en œuvre du Pacte territorial France Rénov porté par **GAIAH** (Guichet d'Accompagnement Individualisé pour l'Amélioration de l'Habitat) tel que joint à la présente ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention Pacte territorial France Rénov avec l'Anah ainsi que tout document devant intervenir dans ce cadre ;

3°/ imputer les dépenses et les recettes sur les lignes correspondantes du budget.

La délibération est adoptée  
à l'**unanimité** des membres  
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,  
**Didier NOBLET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - **8 AVR. 2025**  
et de la publication le - **9 AVR. 2025**  
ou de la notification du



POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
**Jean-Pierre BOUQUET**




La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



## Convention de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

Etablie entre l'Etat, l'Anah et la Communauté de Communes

Vitry, Champagne et Der

**2025 – 2029**



**GUICHET D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL POUR  
L'AMELIORATION DE L'HABITAT (GAIAH)**

**La présente convention est établie entre :**

**La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der**, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du 10 décembre 2024 et dénommée ci-après « CCVCD »

**L'État**, représenté par Monsieur le préfet du département de la Marne, Monsieur Henri PREVOST

et **l'Agence nationale de l'habitat**, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par DELCAMBRE Sylvestre : délégué local de l'Anah dans le département de la Marne, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

Ci-après définies collectivement, les « Parties Initiales ».

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par le Préfet et le Président du Département de la Marne, le 2 janvier 2018, prorogé par l'arrêté du 30 novembre 2018 jusqu'à l'arrêt du nouveau plan 2024-2029,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), adopté par la collectivité maître d'ouvrage, le 30 juin 2022

Vu la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat conclue entre l'Anah, l'Etat et le Conseil Régional approuvée en Conseil Régional par la délibération n°24CP-1850 ;

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 10 décembre 2024 autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de ..., en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ...

Vu l'avis de la DREAL Grand Est en date du 04 mars 2025

**Il a été exposé ce qui suit :**

## Table des matières

Présentation du territoire	5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application	8
<u>Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux</u>	8
1.1. Dénomination de l'opération	8
1.2. Périmètre et champs d'intervention	8
Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR'	10
<u>Article 2 – Enjeux du territoire</u>	10
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR'	11
<u>Article 3 – Volets d'action</u>	11
3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels	11
3.1.1. Descriptif du dispositif	11
3.1.2. Indicateurs et Objectifs	12
3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages	13
3.2.1. Descriptif du dispositif	13
3.2.2. Indicateurs et Objectifs	16
3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages	16
<u>Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention</u>	17
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.	17
<u>Article 5 – Financements des partenaires de l'opération</u>	17
5.1. Règles d'application	17
5.1.1. Financements de l'Anah	17
5.1.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage	18
5.1.3. Financements de la Région Grand Est	18
5.2. Montants prévisionnels	19
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation	21
<u>Article 6 – Conduite de l'opération</u>	21
6.1. Pilotage de l'opération	21
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage	21
6.1.2. Instances de pilotage	21
6.2. Mise en œuvre opérationnelle	21
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées	22
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs	22
6.3.2. Bilans et évaluation finale	22
Chapitre VI – Communication	22
<u>Article 7 - Communication</u>	22
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation	23
<u>Article 8 - Durée de la convention</u>	23
<u>Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention</u>	23

<u>Article 10 - Modalités de mise en œuvre du volet 3.3. « accompagnement » pendant la durée de la convention de PIG PT-FR' initiale</u>	24
10.1. Principes de mise en œuvre	24
10.2. Engagement des parties	25
10.2.1. Engagement du maître d'ouvrage de la Convention « volet accompagnement »	25
10.2.2. Engagement des autres parties	25
<u>Article 11 – Transmission de la convention</u>	25

En application de la loi « climat et résilience » du 22 août 2021, l'Anah s'engage à financer le Service public de rénovation de l'habitat (SPRH), ayant vocation à proposer une offre de service public universelle pour la rénovation et l'amélioration de l'habitat privé, sur l'ensemble du territoire et accessible gratuitement à toute la population.

## **Présentation du territoire**

La CCVCD, créée le 1er janvier 2013, est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) engagé dans la transition énergétique et la biodiversité.

Porte d'entrée du Lac du Der et du vignoble Champenois, elle est composée depuis 2022 de 35 communes pour une population totale de 23.585 habitants.

Vitry-le-François en est la ville la plus peuplée avec 11.678 habitants. Elle regroupe l'ensemble des services de l'EPCI.

### Contexte socio-démographique (source des données INSEE 2024)

Le territoire de la Communauté de communes connaît une démographie qui s'infléchit à partir de 2015 (en moyenne -245 hbts/an entre 20215 et 2021). Cette tendance se vérifie, tant sur la ville-centre que, dans une moindre mesure, dans les communes rurales.

Le territoire comprend 9. 922 personnes en situation d'emploi pour 6. 317 retraités.

Cette dernière catégorie a tendance à progresser du fait du vieillissement de la population ; ainsi, la catégorie d'âge la plus représentée sur le territoire est comprise entre 60 et 74 ans.

### Politique de l'habitat

L'habitat privé constitue une priorité forte pour la CCVCD.

En effet, et bien qu'il n'existe pas de PLH à l'échelle de l'EPCI, la CCVCD s'est fixé pour ambition de faire du logement et de la valorisation de l'habitat un axe stratégique d'intervention prioritaire.

Le parc de logement du territoire est composé de résidences principales et de résidences vacantes. Dans ces ensembles, on retrouve propriétaires occupants, locataires du parc privé et locataires du parc social. Le parc de logement est majoritairement constitué de résidences principales.

Le mode d'occupation du parc de logement qu'il soit individuel ou collectif, suggestionne directement sur les préconisations de travaux d'amélioration de la performance énergétique de l'habitat.

A ce titre, la Collectivité est engagée dans une démarche **TEPOS** (Territoire à Énergie Positive), labélisée **TEPCV** (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte), démontrant ainsi sa volonté d'intervenir de manière volontariste en matière de lutte contre la précarité énergétique notamment liée au logement.



Son **Plan Climat Air Energie (PCAET)** adopté le 30 juin 2022 démontre également la volonté de la Communauté de communes à intervenir sur ce volet.

En plus, 62% des logements sont des maisons ; 38% sont des appartements. Ce qui fait des logements individuels le poste de consommation énergétique le plus important.

Dans le même chapitre, on constate l'existence de logements anciens et mal isolés, très consommateurs d'énergie. Le premier poste de consommation est le chauffage. Or, sur le territoire, 86% des logements sont construits avant 1990.

La rénovation énergétique des logements individuels et collectifs vers un objectif de performances énergétiques Bâtiment Basse Consommation rénovation (96 kWh/m²) permettrait une réduction de la consommation d'énergie de -196 GWh, soit 80% de la consommation actuelle du secteur résidentiel sur la CCVCD.

Depuis 2014, la CCVCD a mis en place une **Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH)** sur l'ensemble des communes du territoire, complétée en 2020 par une **OPAH-RU** déployée sur le centre-ville de Vitry-le-François. Les conventions concernant les opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat s'achèvent en 2027 et leur gestion a été confiée au COMAL-SOLHA51.

Ces opérations programmées (2022-2027) ont permis la rénovation de 110 logements durant les deux (02) premières années répartis comme suit :

- 101 dossiers propriétaires occupants
- 09 dossiers propriétaires bailleurs
- 3,1 millions d'euros de travaux
- 2,5 millions d'euros de subventions <sup>1</sup>

Par ailleurs, la CCVCD anime depuis 2017 un dispositif de conseil et d'information pour la rénovation énergétique de l'habitat, « **GAIAH** » (Guichet d'Accompagnement Individualisé pour l'Amélioration de l'Habitat) qui est rapidement devenu un dispositif socle pour la politique de l'habitat.

Son orientation généraliste et son organisation fédératrice (avec GAIAH ; guichet unique des aides à l'habitat communales et intercommunales) permet d'aller dans le sens de la mise en place du Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SPRH).

Dans ce contexte, la CCVCD souhaite formaliser un « Pacte territorial - France Rénov' (PIG) » permettant d'assurer le déploiement du SPRH sur son territoire.

---

<sup>1</sup> Bilan OPAH CC VCD, 2023-2024.  
Pacte Territorial France Rénov' (PIG) - CCVCD

### Espace Conseil France Rénov' (ECFR)

L'Espace Conseil France Rénov' vivra au travers de la plateforme **GAIAH** avec des actions déclinées autour de deux (02) volets :

#### **1- Dynamique territoriale :**

- Mobilisation, communication, sensibilisation des ménages
- Mobilisation, communication, sensibilisation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux

#### **2- Information, conseil, orientation :**

- Information de premier niveau
- Conseil personnalisé aux ménages et aux copropriétés
- Conseil renforcé pour les ménages et les copropriétés (mission assurée déjà dans le cadre de l'OPAH à l'opérateur COMAL SOLIHA 51).

Au terme de l'OPAH, cette mission sera gérée en régie.

Outre ces interventions sur la thématique de la rénovation énergétique performante des logements privés GAIAH est amené à orienter vers les interlocuteurs compétents (notamment COMAL SOLIHA 51, opérateur de l'OPAH et de l'OPAH-RU) les personnes le sollicitant pour des interventions en lien avec l'autonomie ou la lutte contre l'habitat indigne.

GAIAH assure le déploiement de cette offre de service information-conseil-orientation par la mise en place d'un accueil unique : une porte d'entrée identifiée, un seul numéro de téléphone et un site internet et la dynamique territoriale.

### **À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :**

## **Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application**

### **Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux**

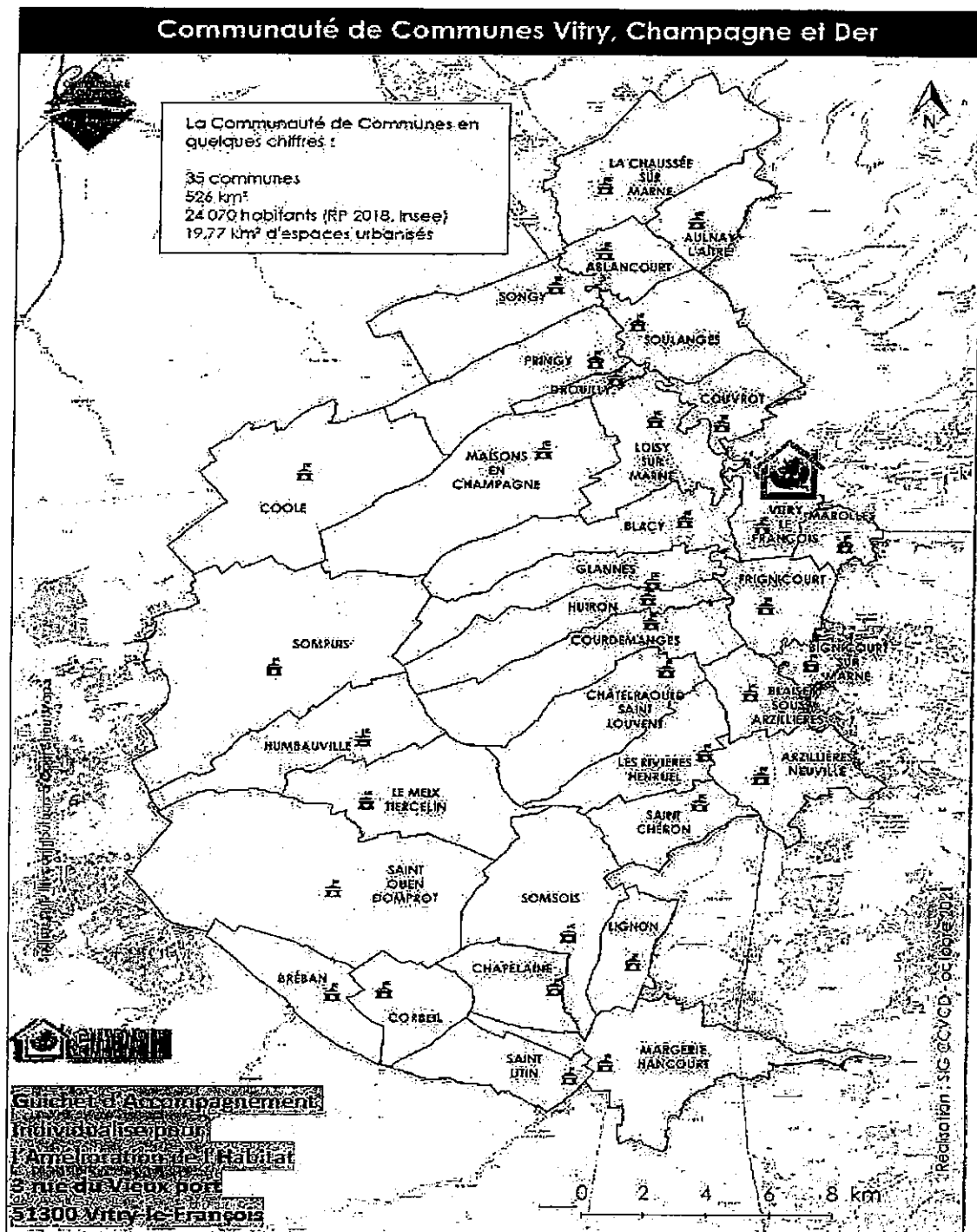
#### **1.1. Dénomination de l'opération**

La CCVCD, l'État et l'Anah décident de réaliser le programme d'intérêt général Pacte territorial France Renov' sous la dénomination **GAIAH**.

#### **1.2. Périmètre et champs d'intervention**

Le périmètre d'intervention est celui des 35 communes de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der.

Ablancourt, Arzillières-Neuville, Aulnay-l'Aître, Bignicourt-sur-Marne, Blacy, Blaise-sous-Arzillières, Bréban, Chapelaine, Châtelraould-Saint-Louvent, La Chaussée-sur-Marne, Coole, Corbeil, Courdemanges, Couvrot, Drouilly, Frignicourt, Glannes, Huiron, Humbauville, Lignon, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Margerie-Hancourt, Marolles, Le Meix-Tiercelin, Pringy, Les Rivières-Henrue, Saint-Chéron, Saint-Ouen-Domprot, Saint-Utin, Sompuis, Somsois, Songy, Soulanges, Vitry-le-François.



Pour ce qui relève des volets « dynamiques territoriales » et « information, conseil, orientation », le champ d'intervention porte sur les résidences principales (propriétaires occupants, copropriétaires ou bailleurs) et sur les thématiques suivantes :

- La rénovation énergétique de l'habitat privé
- L'autonomie
- La lutte contre l'habitat indigne

## **Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR'**

### **Article 2 – Enjeux du territoire**

La situation du bâti et la structuration socio-économique du territoire justifient le déploiement d'un Service Public à la Rénovation de l'Habitat (SPRH). On note qu'il y a une petite corrélation entre résidences principales construites avant 1990 et la consommation du secteur résidentiel par m<sup>2</sup>, mais la distinction est difficile car le nombre de résidences principales construites avant 1990 est important sur tout le territoire.

Vitry-le-François dispose d'une grande part des logements construits entre 1946 et 1990 (84% des logements) mais ce sont principalement des immeubles donc de petites surfaces, ce qui entraîne une consommation par m<sup>2</sup> plus faible que le reste du territoire où les logements sont spacieux.

La situation du bâti sur le territoire se caractérise en outre, par une prédominance des logements individuels. La consommation d'énergie du bâti représente 22% de la consommation finale du territoire avec 15% pour le résidentiel et 7% pour le tertiaire.

La rénovation énergétique est l'un des leviers d'action préconisé par le PCEAT, permettant de diminuer la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effets de serre du secteur résidentiel. Cela passe par une rénovation énergétique des logements (96kWh/m<sup>2</sup>) et des économies d'énergie par les usages. Ainsi, le secteur résidentiel aurait le potentiel de réduire ses consommations d'énergie de 83% et ses émissions de gaz à effet de serre de 90%.

Pour ce qui relève des volets « dynamique territoriale » et « information, conseil, orientation », l'enjeu pour le territoire est que l'ensemble de la population puisse bénéficier d'un service uniforme, homogène et accessible gratuitement.



## **Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR'**

### **Article 3 – Volets d'action**

#### **3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels**

##### **3.1.1. Descriptif du dispositif**

L'objectif de ce volet est la mise en place d'actions visant la mobilisation des ménages, des publics prioritaires et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, prévention de la perte d'autonomie, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées) en articulation avec les objectifs de l'OPAH.

**Mobilisation des ménages** : regroupe les missions relatives à la sensibilisation, la communication et l'animation auprès des ménages du territoire, tous publics confondus (et quels que soient leurs revenus). Il s'agit d'assurer une offre de service public locale à tout le territoire, de les sensibiliser à s'engager dans des travaux performants et à rejoindre des parcours d'accompagnement adaptés et sécurisés.

**Mobilisation des publics prioritaires « aller-vers »** : concentre les actions relatives à la mobilisation en amont d'un projet de rénovation énergétique de l'habitat, spécifiquement les ménages en situation de précarité énergétique, de perte d'autonomie ou d'habitat indigne de même que les propriétaires bailleurs en lien avec les acteurs du territoire.

Ces actions peuvent recouvrir de manière non exhaustive :

- Missions de repérage, de prospection et d'animation renforcée auprès de publics particuliers ;
- Actions d'aide à la décision et d'orientation vers le service d'information, conseil et l'accompagnement ;
- L'élaboration et la diffusion d'outils de communication favorisant la promotion de l'offre de service globale (articles, site interne, plaquettes d'information, supports de communication mise à disposition par France Rénov')
- L'organisation ou la participation à des événements locaux (type salon, foire...)
- Le déploiement d'actions spécifiques « d'aller-vers » orientées vers des publics prioritaires (missions de repérage, balades thermographiques...)
- La mise en place d'actions de coordination avec les partenaires locaux (opérateurs Anah, COMAL-SOLIHA 51...) pour la création et l'animation du réseau des AMO (Mon Accompagnateur Rénov', adaptation ou habitat indigne).

**Mobilisation des professionnels :** regroupant les missions relatives à la mobilisation des professionnels sur les thématiques de la rénovation de l'habitat (professionnels du bâtiment, de l'immobilier, de l'accompagnement des ménages...).

Il est indispensable de renforcer les dynamiques locales, en faisant connaître ce service de proximité, en développant la montée en compétences des professionnels et en structurant la coordination de l'ensemble des acteurs.

Cette mobilisation des ménages et des professionnels se décline sous différentes formes :

- Informer et sensibiliser les professionnels autour des enjeux de la rénovation
- L'animation des réseaux d'acteurs professionnels ;
- Connaître et identifier les professionnels de la rénovation.

Ces actions seront complétées par des animations spécifiques mises en place dans le cadre des programmes OPAH et OPAH-RU. Elles consisteront notamment en la mobilisation des publics sur des thématiques propres à l'OPAH (notamment autonomie et habitat indigne) ou visant des publics ciblés : modestes et très modestes, propriétaires bailleurs.

### 3.1.2. Indicateurs et Objectifs

La définition des actions de ce volet se fondera notamment sur les indicateurs et objectifs suivants :

Les actions précises à mettre en place chaque année seront définies annuellement par la CCVCD et GAIAH, par exemple en matière de :

- Nombre d'animations à réaliser, format et public ciblé (ménages, professionnels, publics prioritaires) ;
- Nombre de participants à ces actions ;
- Taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé de ces prises de contact

<b>Objectifs (dynamique territoriale)</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>TOTAL</b>
Nombre d'animations à réaliser (ménages, professionnels et publics prioritaires)	5	5	10	10	10	<b>40</b>
Nombre de prises de contact « dynamique territoriale »	50	50	100	100	100	<b>400</b>
Taux de transformation en rendez-vous	50%	50%	50%	50%	50%	<b>50%</b>

Un document présentant annuellement les objectifs identifiés et réalisations sera transmis par la CCVCD au service instructeur des demandes de subventions pouvant être octroyées dans le cadre de la présente convention de « Pacte territorial - France Rénov' (PIG) ».

### **3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages**

#### **3.2.1. Descriptif du dispositif**

Il aura pour objectif la mise en place d'actions visant l'information, au conseil des ménages sur toutes les thématiques de l'amélioration de l'habitat (rénovation énergétique, travaux d'adaptation, sobriété énergétique, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées, rénovation des logements locatifs).

#### **A/ Rénovation énergétique**

L'objectif de ce volet est la mise en œuvre d'actions d'information et de conseil à destination des ménages qui souhaitent s'engager dans des travaux de rénovation.

L'offre de service animée par l'ECFR GAIAH regroupe les 3 missions principales suivantes :

- Information
- Orientation
- Conseil personnalisé

Cette offre est à destination de tous les propriétaires et copropriétaires du territoire, sur la thématique de la rénovation énergétique. L'ECFR est également en capacité d'orienter les usagers vers les services compétents en matière d'adaptation du logement et de la lutte contre l'habitat indigne.

#### **➤ Information premier niveau**

Il s'agit d'apporter des premiers éléments de réponses aux questionnements du ménage ou du représentant de la copropriété, en analysant sa situation et définissant l'ambition du projet de travaux de rénovation.

L'information délivrée sera de nature :

- Technique : choix des travaux, critères techniques, étapes du projet, qualification des professionnels,
- Financière : aides mobilisables et démarches administratives à suivre,
- Sociale : mise en relation avec l'écrivain public numérique et France services

Les informations et les conseils délivrés sont neutres, gratuits et adaptés aux besoins du ménage.

Cette action est mise en œuvre via des permanences téléphoniques et physiques dans les locaux de la CCVCD, tenues tous les jours de 8H30 à 12H00 et de 13H30 à 17H00 sauf le vendredi après-midi. Un document synthétique est fourni au ménage afin de lui indiquer les éléments nécessaires dans le cas où un conseil personnalisé serait demandé.

#### ➤ **Mission de conseil personnalisé aux ménages**

A la suite de l'information de premier niveau, il peut être proposé aux particuliers qui souhaitent approfondir leur projet, un rendez-vous personnalisé.

L'objectif de ce rendez-vous est :

- d'apporter des conseils approfondis et personnalisés sur les travaux de rénovation énergétique, afin d'inciter au choix de solutions techniques performantes et durables, dans une logique de rénovation globale.
- D'informer sur les dispositifs de financement.
- De motiver le ménage à intégrer un parcours d'accompagnement adapté à ses besoins et au projet.

Le rendez-vous, d'une durée d'environ une heure, est organisé avec le conseiller soit lors de permanences décentralisées, soit dans les locaux de la CCVCD, soit en Visio.

Un document synthétique est fourni au ménage à l'issue du RDV récapitulant les informations fournies, les aides mobilisables ainsi que les démarches à suivre.

#### ➤ **Conseil personnalisé aux copropriétés**

D'abord cette mission est exécutée par le Comal Soliha 51 en tant qu'opérateur OPAH jusqu'au terme de l'opération. Les copropriétés constituent une cible importante dans la massification de la rénovation énergétique. En première étape, il est indispensable de leur apporter des conseils pour motiver les copropriétaires à s'engager dans un projet de rénovation énergétique performante et les guider vers les parcours d'accompagnement adaptés (AMO MPR Copros).

Ce conseil se déroule sous la forme d'un rendez-vous à destination d'un représentant de la copropriété (syndic, conseil syndical ou copropriétaire) au cours duquel sont notamment abordés les points suivants : récapitulatif du projet de travaux, situation de la copropriété, présentation des parcours d'accompagnement.

Le rendez-vous est organisé avec un conseiller soit lors de permanences décentralisées, soit dans les locaux de la CCVCD, soit par téléphone, en Visio.

Un document synthétique est fourni au représentant et à la CCVCD à l'issue du RDV récapitulant les informations fournies.

Cette mission est exercée par le COMAL-SOLIHA 51 dans le cadre de ses missions d'opérateur OPAH s'achevant en janvier 2027.

#### **> Conseil renforcé/émergence de projet - mission d'appui au parcours**

L'objectif de ce conseil renforcé constitue la phase ultime du soutien à l'émergence de projets de rénovation énergétique des ménages.

L'utilisateur est guidé vers le scénario de travaux attendu pour mobiliser un parcours d'accompagnement et bénéficier des dispositifs de financement dédiés. L'objectif est ainsi de maximiser les chances de réalisation du projet de travaux avant l'orientation de l'utilisateur vers un AMO.

Pour les propriétaires, cette action se concrétise par une visite sur place, l'analyse des besoins et une évaluation énergétique simplifiée.

Cette mission est exercée par le COMAL-SOLIHA 51 dans le cadre de ses missions d'opérateur OPAH s'achevant en janvier 2027.

### **B/ Autonomie et lutte contre l'habitat indigne**

En matière d'autonomie et de lutte contre l'habitat indigne, l'opérateur OPAH poursuivra, comme il le fait depuis plusieurs années, son travail d'orientation des porteurs de projet avec lesquels il entre contact vers les services compétents (services sociaux, services instructeurs etc.). L'opérateur OPAH continuera ses missions spécifiques d'information, conseil sur ces thématiques. Cette action n'implique pas de coût supplémentaire.

Cette mission est actuellement exercée par le COMAL-SOLIHA 51 dans le cadre de ses missions d'opérateur OPAH s'achevant en janvier 2027. A l'issue et jusqu'à échéance du Pacte, ces missions seront réalisées par un opérateur en soutien de ECFR, à l'issue d'une mise en concurrence respectant le Code de la Commande Publique.



### 3.2.2. Indicateurs et Objectifs

Les indicateurs sont les suivants, les objectifs à la page d'après.

- Nombre de contacts relatifs à une demande d'information
- Nombre de rendez-vous de conseil personnalisé
- Typologie des ménages rencontrés
- Délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé
- Nombre d'orientations vers des accompagnements aux travaux :
  - o Mon Accompagnateur Rénov' prestations obligatoires et renforcées, AMO MaPrimeAdapt', AMO LHI
  - o MaPrimeRénov' Copropriété (dans le cadre du volet accompagnement facultatif du PIG Pacte territorial France Rénov' et en dehors)

### 3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages

Ce volet est **facultatif**.

Les actions relatives à ce volet de mission recouvrent les modalités d'accompagnement des ménages sur les thématiques de :

- la rénovation énergétique dans le cadre du parcours accompagné de MaPrimeRénov' ;
- l'accompagnement aux travaux d'adaptation des logements dans le cadre du dispositif MaPrimeAdapt' ;
- l'accompagnement des copropriétés dans le cadre de MaPrimeRénov' Copropriété (hors dispositif d'intervention spécifique) ;
- l'accompagnement des ménages à la rénovation de l'habitat indigne dans le cadre de MaPrime Logement Décent (hors dispositif d'opération programmée spécifique).

Ces missions d'accompagnement peuvent être effectuées en régie ou mises en œuvre par un ou plusieurs acteur(s) visés à l'article 1.1 de la présente convention pour accompagner les particuliers sur une partie ou sur l'ensemble de ces thématiques. Elles peuvent être mises en œuvre dès la signature de la présente convention et/ou ultérieurement par la signature d'une convention de « volet accompagnement » dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

Ce volet peut être ajouté en cours de programme soit par voie d'avenant, en modifiant la convention pacte territorial actuelle, soit par la formalisation d'une convention spécifique. Au terme de l'OPAH, ce volet sera confié à un opérateur accompagnement via une convention qui aura été retenu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conforme au Code de la Commande Publique.

#### **Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention**

Les objectifs quantitatifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention sont définis dans le tableau ci-dessous :

##### **Objectifs prévisionnels de répartition annuelle du volet Information conseil et orientation de la convention (obligatoire)**

<b>Objectifs</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>TOTAL</b>
Nombre de permanences téléphoniques tenues	200	200	200	200	200	1 000
Nombre de ménages effectuant une demande d'information	120	130	180	180	180	790
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé	80	90	120	120	120	530
Nombre de personnes bénéficiant d'un accompagnement renforcé	0	0	5	8	10	23
<i>Dont copropriétés</i>	0	0	1	1	2	4

Ces objectifs permettent une vision indicative des volumes d'information, de conseil et d'accompagnement réalisés chaque année.

## **Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires**

### **Article 5 – Financements des partenaires de l'opération**

#### **5.1. Règles d'application**

##### **5.1.1. Financements de l'Anah**

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de Pacte Territorial France Rénov' (PIG) - CCVCD

l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

### **5.1.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage**

La Communauté de communes Vitry, Champagne et Der est Maître d'Ouvrage compétente en matière d'habitat. A ce titre, elle porte le volet « ingénierie » du SPRH tel que décrit dans le chapitre précédent. Les montants prévisionnels des autorisations d'engagements énoncés ci-après intègrent cette spécificité et restent sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires dans les budgets annuels.

### **5.1.3. Financements de la Région Grand Est**

Concernant les financements régionaux dans le cadre du SPRH, les élus régionaux ont délibéré sur un dispositif le 21/06/2024, prenant la relève du dispositif SARE. Dans les grandes lignes, les projets devront s'inscrire dans les missions obligatoires des pactes territoriaux. En complément, la Région sera attentive sur quelques missions ayant pour finalité de favoriser l'entrée massive des ménages dans les parcours accompagnés de l'Anah, en vue de rénovations globales et performantes, notamment le fait que :

- L'EPCI veillera à la bonne articulation de la porte d'entrée du parcours d'accompagnement avec les acteurs présents localement ;
- L'Espace Conseil France Rénov' devra être en mesure de proposer un conseil en se rendant au domicile du ménage, en amont d'une orientation vers une AMO (conseil renforcé) ;

- Demande de renforcer la dynamique locale de l'accompagnement, en coordonnant les services publics et en améliorant la mise en relation avec les autres acteurs de la rénovation (professionnels, AMO, MAR...)

Concernant le dispositif financier :

- Montant de l'aide : subvention forfaitaire d'un montant de 0,15 €/an par habitant du périmètre (INSEE 2021) au lieu de 2017 pour le programme SARE
- Principe de réciprocité
- Durée du financement : en fonction de la durée du Pacte Territorial signé par le maître d'ouvrage avec l'Anah, l'Etat ou ses délégataires (3 ou 5 ans)

## 5.2. Montants prévisionnels

La dépense totale estimée pour le territoire de la CCVCD est de **397 900 €** pour les cinq ans, dont une participation de la Région estimée à **17 685 €** et une aide de l'ANAH d'un montant de **198 950 €**, soit un reste à charge pour la collectivité de **181 265 €**.

**Dépenses :**

		2025	2026	2027	2028	2029	Total
<b>Missions de dynamique territoriale</b> (obligatoire)	Outil communication	2 500 €	2 500 €	31 500 €	31 500 €	31 600 €	
	Evènements	5 00 €	6 00 €	2 000 €	2 800 €	3 800 €	
	Balades thermiques	1 000 €	1 000 €	1 000 €	2 000 €	3 000 €	
	Acteurs professionnels	3 000 €	3 000 €	4 500 €	4 500 €	5 000 €	
	Frais de mission	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 100 €	1 100 €	
	Formations	1 000 €	1 200 €	1 700 €	2 000 €	2 500 €	
		<b>9 000 €</b>	<b>9 300 €</b>	<b>41 700 €</b>	<b>43 900 €</b>	<b>47 000 €</b>	<b>150 900 €</b>
<b>Missions d'informations, conseils et orientation</b> (obligatoire)	Salaire, charges 1.5	<b>48 000 €</b>	<b>49 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>247 000 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>57 000 €</b>	<b>58 300 €</b>	<b>91 700 €</b>	<b>93 900 €</b>	<b>97 000 €</b>	<b>397 900 €</b>

**Recettes :**

		2025	2026	2027	2028	2029	Total
<b>Missions de dynamique territoriale</b> (obligatoire)	Anah	4 500 €	4 650 €	20 850 €	21 950 €	23 500 €	75 450 €
	CC VCD	4 500 €	4 650 €	20 850 €	21 950 €	23 500 €	75 450 €
<b>Missions d'informations, conseils et orientation</b> (obligatoire)	Anah	24 000 €	24 500 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	123 500 €
	CC VCD	20 463 €	20 963 €	21 463 €	21 463 €	21 463 €	105 815 €
	Région Grand Est 0.15* population	3 537 €	3 537 €	3 537 €	3 537 €	3 537 €	17 685 €
<b>TOTAL</b>	Anah	28 500 €	29 150 €	45 850 €	46 950 €	48 500 €	<b>198 950 €</b>
	CC VCD	24 963 €	25 613 €	42 313 €	43 413 €	44 963 €	<b>181 265 €</b>
	Région Grand Est	3 537 €	3 537 €	3 537 €	3 537 €	3 537 €	<b>17 685 €</b>
							<b>397 900 €</b>



## **Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation**

### **Article 6 – Conduite de l'opération**

#### **6.1. Pilotage de l'opération**

##### **6.1.1. Mission du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires.

Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action.

##### **6.1.2. Instances de pilotage**

Un comité de pilotage (COPIL) chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés se réunit au moins une fois par an.

Il est composé des signataires de la convention et des autres financeurs (représentant local de l'Etat, représentant local de l'Anah, la collectivité signataire de la convention de cadrage, un représentant de GAIAH et la DREAL Grand Est).

Un comité technique chargé de la conduite opérationnelle du programme se réunit une fois par trois mois. Il associe l'ECFR – GAIAH, les acteurs du territoire concourant au service public de la rénovation énergétique et tout membre dont la présence est jugée pertinente. Il est composé d'un représentant de local de l'Etat, un représentant local de l'Anah, un représentant de la collectivité maître d'ouvrage, un représentant GAIAH, le COMAL SOLIHA et la DREAL Grand Est).

#### **6.2. Mise en œuvre opérationnelle**

Pour la mise en œuvre de la présente convention, la CCVCD a retenu le fonctionnement suivant :

GAIAH poursuivra ses missions d'information, de conseil et d'orientation sur les travaux de rénovation énergétique, mais aussi la mobilisation des ménages, des professionnels et des publics prioritaires dans le cadre du volet dynamique territoriale.

Pour ce qui est de la perte d'autonomie, l'habitat indigne et les copropriétés non dégradées, ces actions sont exercées par l'opérateur OPAH qui est le Comal Soliha 51 jusqu'en 2027.

### **6.3. Évaluation et suivi des actions engagées**

#### **6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs**

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

#### **6.3.2. Bilans et évaluation finale**

Un bilan final de l'opération sera réalisé et présenté par le maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique en fin de mission. Il sera adressé aux différents partenaires de l'opération.

## **Chapitre VI – Communication**

### **Article 7 – Communication**

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. L'usage de marques locales est possible sous condition d'affichage d'un logo afférent « avec France Rénov' ».

Le maître d'ouvrage du programme et les signataires porteront également le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat composé de la Marianne de l'Etat et du logo type Anah sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'Etat. Ceci implique tous les supports d'information physiques et numériques, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur le périmètre de la présente convention.

Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages (ECFR) prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' ».

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi- animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

## **Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation**

### **Article 8 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de cinq années calendaires.

Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 01/01/2025 au 31/12/2029.

### **Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention**

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La convention peut faire l'objet d'une résiliation anticipée en cas d'arrivée à échéance d'un dispositif d'OPAH en vigueur sur le territoire au moment de sa conclusion pour intégrer les prestations réalisées par ces dispositifs.

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties.

La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

### **Article 10 - Modalités de mise en œuvre du volet 3.3. « accompagnement » pendant la durée de la convention de PIG PT-FR' initiale**

#### **10.1. Principes de mise en œuvre**

Ce volet pourra éventuellement être mobilisé à l'issue de la convention OPAH et sera confié à un opérateur accompagnement qui aura été retenu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conforme au Code de la Commande Publique.

Le volet « accompagnement », visé à l'article 3.3, peut être réalisé ultérieurement à la signature de la présente convention de PIG PT-FR'.

Ce volet « accompagnement » peut être réalisé :

- Soit, par le maître d'ouvrage de la présente convention de PIG PT-FR',
- Soit, par un autre maître d'ouvrage répondant aux conditions du 1.1 de la présente convention.

Ce volet « accompagnement » peut être mis en œuvre par un ou plusieurs maître(s) d'ouvrage.

La mise en œuvre du volet « accompagnement » prend la forme d'une Convention « volet accompagnement » conclue entre :

- Le maître d'ouvrage du volet « accompagnement »
- et
- Les Parties Initiales de la convention de PIG PT-FR' en vigueur.

Chaque Convention « volet accompagnement » définit son périmètre d'intervention territorial et les publics ciblés en cohérence avec la présente convention de PIG PT-FR' au moment de sa signature.

## **10.2. Engagement des parties**

### **10.2.1. Engagement du maître d'ouvrage de la Convention « volet accompagnement »**

A compter de la signature de la Convention « volet accompagnement », le maître d'ouvrage du volet « accompagnement » s'engage envers tous les signataires de la présente convention de PIG PT-FR' à respecter les obligations prévues par celle-ci.

Il s'engage également envers toutes les parties qui signeraient ultérieurement des Conventions « volet accompagnement », à respecter les obligations prévues par la présente convention de PIG PT-FR'.

### **10.2.2. Engagement des autres parties**

Les parties signataires de la convention de PIG PT-FR', autres que les Parties Initiales, sont réputés accepter tout maître d'ouvrage signataire d'une Convention « volet accompagnement » en tant que nouvelle partie à la présente convention de PIG PT-FR'.

Les parties qui concluraient une Convention « volet accompagnement » consécutivement à la signature de la présente convention de PIG PT-FR' sont réputés accepter tout maître d'ouvrage signataire d'une Convention « volet accompagnement » en tant que nouvelles parties à la présente convention de PIG PT-FR'.

Le maître d'ouvrage de la convention de PIG Pacte territorial France Rénov' initiale informe l'ensemble des parties de la conclusion de toute nouvelle Convention « volet accompagnement ».

## **Article 11 – Transmission de la convention**

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.



Fait en ..... exemplaires à Vitry-le-François, le .....

Pour le maître d'ouvrage,

Pour l'Etat,

Pour l'Agence nationale de l'habitat,

Autres partenaires